



L'élevage à l'heure de la mondialisation

L'intégration des marchés peut accroître les revenus nationaux et améliorer la nutrition, mais elle "globalise" aussi les risques potentiels pour les moyens d'existence, la santé humaine et l'environnement

Pour certains des principaux acteurs du secteur de l'élevage mondial en rapide mutation, 2004 a été une année à effacer de la mémoire. Les interdictions liées à l'ESB sur le boeuf d'Amérique du Nord ont contribué à une chute de 6 pour cent des échanges mondiaux de boeuf, tandis que la grippe aviaire en Asie a ralenti la croissance de la production avicole mondiale qui est tombée à son plus faible taux et a porté à une chute sans précédent de 50 pour cent des exportations de viande de volaille en Thaïlande. Résultat: la première baisse du volume des échanges internationaux de viande depuis le milieu des années 80, et le bouleversement des filières de commercialisation nationales et internationales.

Pour les analystes du Service des politiques en matière d'élevage, la crise de 2004 illustre les risques liés à la mondialisation de l'élevage. Dans un document qui sera soumis ce mois-ci au Comité de l'agriculture de la FAO, ils soulignent que si la mondialisation peut accroître les revenus nationaux, créer des emplois et améliorer la nutrition, elle "globalise" également les risques potentiels pour les moyens d'existence, la santé humaine et l'environnement.

Pour équilibrer ces impacts, le document propose un cadre pour aider les Etats membres de la FAO à faire face aux conséquences imprévues de la mondialisation. "On peut s'attendre à ce que les contraintes se multiplient et que la situation devienne de plus en plus complexe," met en garde le document, préconisant le renforcement du dialogue entre la communauté internationale et les gouvernements nationaux et entre les secteurs public et privé.

Accès au marché. La FAO a élaboré un cadre en réponse aux appels des Etats membres d'évaluer les effets du commerce de produits animaux sur la sécurité alimentaire nationale et d'agir pour améliorer l'accès au marché des 600 millions de petits éleveurs du monde en développement. Le document estime que la production de viande dans les pays en développement, destinée tant à la consommation interne qu'à l'exportation, a augmenté de 230 pour cent, et la production de lait de 200 pour cent depuis le début des années 80. D'ici 2030, selon la FAO, le monde en développement consommera près des deux tiers des disponibilités mondiales de viande et de lait, contre à peine un tiers il y a 25 ans.



Avec l'accroissement de la demande, la production animale destinée au commerce international est passée de 4 pour cent au début des années 80 à environ 13 pour cent de la consommation totale. En valeur, plusieurs pays en développement -dont le Brésil, la Chine et la Thaïlande- figurent parmi les 20 plus gros exportateurs et importateurs de produits animaux.

Cependant, la mondialisation ne se limite pas aux simples tonnes de volailles ou de porcs exportées, mais implique des flux massifs d'investissements de capital, d'information et de technologie, la modification rapide de l'alimentation et la "convergence des régimes alimentaires", l'adoption de normes internationales de plus en plus strictes, et une plus grande intégration du marché et une plus forte concentration de la propriété. Dans les pays, fait remarquer le document, un aspect clé - mais souvent négligé - de la mondialisation est l'investissement massif des grandes entreprises de transformation et de distribution nationales et internationales. Par exemple, au cours des 10 à 15 dernières années, les supermarchés ont gagné du terrain et représentent plus de la moitié du commerce de détail en Argentine, au Chili, au Mexique, aux Philippines et en Afrique du Sud.

Pour analyser les effets de la mondialisation sur les producteurs, transformateurs, négociants et consommateurs, le cadre proposé identifie "cinq éléments d'impact sur le marché": avantages, normes, exclusion, risques et effets externes. Parmi les avantages de la mondialisation, selon le document, on trouve une plus grande flexibilité

pour les producteurs et les négociants, et une plus grande diversité de moyens d'existence. Les consommateurs sont avantagés par des normes de sécurité sanitaire des aliments lorsqu'ils achètent aux grandes chaînes de distribution ou que les règles appliquées à l'exportation donnent lieu à un renforcement des normes à l'échelle nationale. La présence de grandes chaînes de distribution peut également réduire les prix à la consommation. En évaluant les avantages de la mondialisation, cependant, les pays doivent considérer leur pérennité ainsi que leur valeur totale, le nombre de bénéficiaires, et leur répartition aux différents points de la filière.

Impact des normes. Compte tenu de la recherche du risque zéro par les importateurs, des groupes de distribution et des consommateurs, la réglementation de la santé animale et de la sécurité sanitaire des aliments est en général strict sur les grands marchés internationaux et nationaux. Pour s'y conformer, un pays exportateur peut être contraint d'établir des zones exemptes de maladie plus ou moins grandes, restreindre les déplacements du bétail, et garantir la biosécurité durant les processus de production et de transformation. D'autres exigences techniques peuvent être imposées par les distributeurs, comme des coupes particulières de viande ou certains taux de matière grasse du lait. Le cadre propose que les gouvernements envisagent des mécanismes de réduction des coûts, comme l'harmonisation des procédures de certification, et d'autres technologies permettant de respecter les normes. La formulation des normes elles-mêmes pourrait autoriser la coexistence d'un marché d'exportation et d'un marché intérieur.

Les producteurs qui font partie de filières commerciales intégrées - par exemple, en travaillant avec des contrats d'exclusivité - jouissent d'une assistance accrue et de prix plus élevés pour des produits de qualité, mais au prix d'un risque accru si les conditions contractuelles ne sont pas remplies ou si le détaillant arrête ses activités. "Les marchés mondialisés sont généralement plus aléatoires, parce que tout un marché peut disparaître avec l'apparition d'une maladie ou d'un problème de qualité," dit le document. Pour gérer ces risques, les gouvernements doivent appréhender l'ensemble de la chaîne commerciale et ses rapports institutionnels, y compris les modalités contractuelles et d'application, les services, les coûts et les sanctions. Ils devraient également tenir compte des facteurs créant ou réduisant le risque à chaque maillon de la chaîne, notamment les législations nationales du travail, et les plans d'assurance.

Seuls quelques producteurs remplissent les conditions pour avoir accès aux marchés mondiaux et, souvent, les petits producteurs connaissent mal ces conditions ou n'ont pas les investissements nécessaires. Le document souligne que "les marchés mondialisés sont exclusifs, et les critères de sécurité et de qualité peuvent se muer en barrières non tarifaires demandant, pour s'y conformer, une dépense aussi importante que les droits de douane précédemment appliqués." Les Gouvernements doivent évaluer à la fois les nombres de personnes exclues et les raisons de l'exclusion, et les besoins d'investissement (par ex. dans la formation, les mécanismes de crédit et les technologies) pour réduire les niveaux d'exclusion. Des politiques rétribuant les grandes entreprises qui travaillent en partenariat avec de plus petites, ou accompagnant par des "stratégies de sortie" ceux qui ne peuvent faire face aux conditions du marché, peuvent aussi s'avérer nécessaires.

Effets externes négatifs. Les producteurs exclus peuvent être exposés à ce que le document appelle "les effets externes négatifs". Par exemple, les rebuts du marché d'exportation et les importations à bon marché peuvent être une source de concurrence pour les petits producteurs sur les marchés nationaux. Si les débouchés internationaux se ferment en raison d'un foyer de maladie animale transfrontière, le marché national peut se retrouver inondé par des excédents de production.

Une autre préoccupation dans les pays en développement est liée aux "effets externes sur l'environnement", essentiellement la pollution des sols et des eaux causée par les déchets de grands élevages industriels. Il est urgent d'entamer un dialogue de politique sur ce problème et sur la planification d'interventions, telles que la réinstallation des grandes unités loin des villes et des sources d'approvisionnement en eau.